

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Action complémentaire à la démarche partenariale Ville de Montpellier/Direction Générale des Finances Publiques prévue à la Convention de Services Comptables et Financiers

Max LEVITA rapporte :

En complément de la Délibération du Conseil Municipal du 9 novembre 2009 qui définit les termes de la Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques, il apparaît utile aujourd'hui de compléter l'Axe 4 – Action 12 de cette convention, « Amélioration du suivi de la fiscalité ».

Cette évolution s'inscrit parfaitement dans la démarche de progrès et de collaboration des services en matière de gestion publique locale, et répond aux exigences d'une plus grande équité fiscale.

Ainsi l'action 12 intégrera un audit partenarial ayant pour but l'analyse technique des processus et procédures mises en œuvre par les services de la Ville et de la DGFIP, plus particulièrement sur le thème de l'optimisation des recettes fiscales liées à la taxe d'habitation regroupant trois sujets :

- l'identification et l'explication de l'écart entre les données figurant sur la matrice cadastrale et celle du rôle général,
- l'analyse de la chaîne de traitement des données relatives aux locaux : de la délivrance des permis de construire jusqu'à la phase d'imposition,
- l'examen de la pertinence d'une méthode d'évaluation du produit attendu pour fiabiliser la prévision budgétaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de cette action complémentaire, ajoutée à la Convention de Services Comptables et Financiers du 9 novembre 2009, et jointe à la présente délibération ;

- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013